

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur l'accord concernant le climat, le conflit syrien, la question israélo-palestinienne et sur la situation en République démocratique du Congo, à New York le 20 septembre 2016.

LE PRESIDENT : Mesdames, Messieurs,

Je ne sais pas si vous avez pu entendre le discours que j'ai prononcé devant l'Assemblée générale donc je ne vais pas le reprendre ici. Pour la France, l'enjeu de cette Assemblée générale est la mise en uvre de l'Accord de Paris parce que nous sommes engagés comme pays qui été capable d'obtenir la signature £ nous sommes engagés comme pays pour obtenir que la ratification puisse aboutir à la mise en uvre effective de l'Accord de Paris au plus tard à la fin de l'année et de faire que la COP22 à Marrakech puisse être le lancement des initiatives que nous avons conclues lors de la conférence de Paris £ notamment le plan pour l'Afrique qui est - pour l'Europe et pour la France - une exigence, une priorité dès lors que nous pensons que cela peut avoir un rôle majeur pour le développement de l'Afrique : c'est la justice climatique et c'est une opportunité d'investissements considérable. Enfin, c'est une des voies, et sans doute la plus efficace, pour éviter, limiter, réduire et demain empêcher les migrations.

Nous avons aussi voulu que cette Assemblée générale porte sur le sujet de la Syrie, qui est maintenant une honte, une tache pour la communauté internationale. Accepter qu'il y ait une ville aujourd'hui Alep mais il y en a d'autres - qui puisse être fermée avec une population affamée, avec des convois humanitaires attaqués, avec des armes chimiques utilisées et avec des enfants qui chaque jour sont victimes : c'est pour le monde entier une responsabilité.

Un accord, une trêve avait été trouvée. La France, par la voix de Jean-Marc AYRAULT, l'a soutenue £ elle est aussitôt remise en cause. Quelle est la démarche ? C'est de revenir devant le Conseil de sécurité pour imposer cette trêve, faire en sorte qu'elle puisse être utilisée pour acheminer en toute sécurité l'aide et offrir une sortie possible de ce conflit par la négociation et par la transition politique.

Enfin j'irai jusqu'au bout, je l'avais affirmé en août 2013 , la communauté internationale ne peut pas accepter que des armes chimiques aient pu être utilisées. Cela avait été suivi d'effet puisque des stocks ont été identifiés et détruits. Mais il en reste encore ! La preuve, c'est que des armes chimiques ont été utilisées après 2013. Donc, à partir de ce constat, de cette démarche, la France a voulu que l'Assemblée générale des Nations unies puisse faire la pression nécessaire pour que le Conseil de sécurité se tienne dans les meilleurs délais et prendre les décisions.

Je vais aussi - avec les ministres qui m'accompagnent et que je salue - être présent dans plusieurs manifestations, initiatives : celle sur les énergies renouvelables en Afrique avec Ségolène ROYAL, celle sur le gouvernement ouvert avec Jean-Vincent PLACÉ £ nous allons assister aussi et prendre notre part avec Jean-Marc AYRAULT à la réunion sur les réfugiés que Barack OBAMA a voulu organiser ici. Et puis il y aura une réunion très importante c'est la France qui en est partie prenante avec les Émirats arabes unis - pour que nous puissions protéger les biens patrimoine de

l'humanité avec un plan qui sera décidé et ensuite mis en œuvre lors d'une conférence qui se tiendra à Abu Dhabi. Mais d'ores et déjà, nous voulions mobiliser la communauté internationale sur cette initiative.

Voilà ce que je suis venu faire ici pour cette Assemblée générale des Nations unies. Ce n'est pas un discours de plus, ce n'est pas un rappel, comme je l'ai fait à d'autres occasions, de la politique étrangère de la France. C'est l'interpellation de la communauté internationale et notamment des pays membres permanents du Conseil de sécurité pour que nous puissions prendre des décisions et que s'engage un processus parce que le terrorisme et j'en termine là frappe tous les pays, il menace tous les pays. Nul ne peut penser qu'il en sera prémuni ou protégé, et veux exprimer mon soutien aux Américains après les agressions qui se sont produites il y a quelques jours.

La France a subi et déjoué chaque semaine un acte terroriste. Donc nous savons de quoi il s'agit. Avant de venir ici pour l'Assemblée générale, j'ai été invité par les associations victimes du terrorisme à prononcer une allocution où j'ai bien sûr exprimé ce que pouvait être notre solidarité mais également notre devoir de lutter contre les causes du terrorisme et contre les terroristes eux-mêmes. Or, nous savons bien où ces crimes terroristes sont organisés, où ils sont pensés. Et on sait bien maintenant par les moyens informatiques et notamment Internet combien est utilisé cet outil numérique pour parvenir à mobiliser des individus dans notre propre société, pour accomplir ces actes terroristes qui sont ensuite revendiqués par l'État islamique. Alors nous ne pouvons pas attendre. On ne peut pas penser que cela finira par cesser. Cela ne cessera pas tant que l'on n'a pas éradiqué Daesh en Syrie et en Irak et tant que l'on n'a pas pris des décisions pour sortir un certain nombre de pays du chaos et il n'y a pas que la Syrie et l'Irak.

Je termine sur l'Irak parce que j'ai rencontré le Premier ministre irakien et parce que j'avais annoncé que la France prendrait des dispositions pour renforcer encore notre soutien, notre coopération et notre place dans la coalition par rapport à l'Irak et d'ailleurs aussi la Syrie.

Aujourd'hui même, le groupe aéronaval, donc le Charles-de-GAULLE, a appareillé et se dirige vers la zone concernée. Aujourd'hui même, la batterie d'artillerie a été mise en place au nord de Mossoul et est prête à servir pour la reconquête de Mossoul. La France prend ses responsabilités dans tout domaine : la sécurité, puisque notre porte-avions est aujourd'hui sur le chemin de la zone et a appareillé, nos pièces d'artillerie sont disposées, nos avions interviennent. Nous prenons nos responsabilités sur le plan militaire mais cela ne suffira pas. Nous devons prendre aussi nos responsabilités sur le plan politique et c'était le sens de l'intervention que j'ai faite. Je peux répondre à vos questions.

Journaliste : Bonjour Monsieur le Président. Au nom de l'association des correspondants de presse UNCA, je vous souhaite la bienvenue et vous remercie pour cette conférence. Ma question, c'est au sujet des réfugiés, des migrants. Le débat général a surtout axé l'intérêt sur deux sommets : celui d'hier, le sommet sur les réfugiés et les migrants et celui de cet après-midi avec le président OBAMA qui a rameuté le monde, les dirigeants avec un sommet des dirigeants sur ce même sujet. Ce matin, vous avez rencontré le Premier ministre libanais, Tammam SALAM, et lors de son discours, Tammam SALAM avait lancé un plaidoyer dramatique en disant que son pays est en danger, le Liban est en danger. Que pouvez-vous faire, que peut faire la France pour nous soutenir davantage, pour nous apporter un appui, un soutien et une aide ?

LE PRESIDENT : Vous savez, Madame, que j'étais au Liban il y a quelques mois et le ministre des Affaires étrangères y était il y a quelques semaines et j'ai tenu à rencontrer le Premier ministre libanais en marge de l'Assemblée générale. Pourquoi ? Non pas simplement au nom de l'amitié historique entre le Liban et la France, mais parce que le Liban est un pays fragile, vulnérable dès lors qu'il accueille 1 million-1,5 million de réfugiés, dès lors qu'il porte ce fardeau et dès lors qu'il est entouré comme il l'est non pas par une menace, mais par une guerre à laquelle que le Liban fait face avec un courage exceptionnel.

Alors nous avons plusieurs décisions à prendre. La première, que le Groupe des amis du Liban puisse récolter le plus de fonds possible pour venir en soutien, comme d'ailleurs à l'égard de la Jordanie ou à l'égard de la Turquie, et de tous les pays qui accueillent des réfugiés. Ensuite, nous avons le devoir d'assurer la sécurité du Liban par le Liban lui-même. Vous savez combien j'ai

voulu qu'il puisse y avoir la mise en œuvre d'un accord qui, pour l'instant, est suspendu. J'aurai également un rendez-vous avec le Président ROHANI pour évoquer les sujets de la région mais aussi celui du Liban car l'Iran doit participer à la recherche d'une solution également pour la stabilité du Liban, notamment pour l'élection d'un président. J'ai eu également ce matin une rencontre avec le prince héritier d'Arabie saoudite et c'est le même argument que j'ai utilisé. Vous savez très bien que le Liban doit avoir une stabilité et il doit avoir une sécurité.

Je fais en sorte aussi, sur la question plus large des réfugiés, de ne pas simplement participer à des réunions. C'est notre devoir, nous le faisons : nous serons donc tout à l'heure avec le Président OBAMA. Mais la France prend sa part pour l'accueil des réfugiés de manière organisée, c'est-à-dire avec le respect des répartitions que nous avons fixées. Nous allons, dans les camps de réfugiés au Liban, en Irak, mais aussi en Turquie, comme nous pouvons le faire en Jordanie, pour accueillir des familles, nous faisons le plus gros effort sur ce plan-là de l'Union européenne et nous continuerons à le faire.

Journaliste : Monsieur le Président, vous avez eu des mots très forts sur la Syrie, vous avez évoqué les quatre exigences de la France, vous venez de dire qu'il ne s'agit pas d'un discours de plus, mais comment faire en sorte que ce ne soit pas simplement, malgré tout, une incantation?

LE PRESIDENT : Je ne reviendrai pas sur le passé récent et notamment sur ce qui aurait pu être fait à l'été 2013 mais qui, à mes yeux, a été le moment clé. Je ne reviendrai pas sur tous les cessez-le-feu qui ont été conclus et qui ont été ensuite dénoncés. Je veux simplement dire à ceux qui soutiennent le régime et nous les connaissons, les Russes que leur intérêt est d'aller vers la solution que je viens de proposer au nom de la France, c'est-à-dire que le Conseil de sécurité puisse être saisi rapidement et que le cessez-le-feu, sous la forme qui avait d'ailleurs été négociée entre Américains et Russes, puisse être proclamé et respecté. Pourquoi c'est leur intérêt ? Parce que le soutien jusqu'au bout du régime n'aboutira pas à la reconquête de la Syrie mais à sa partition, la séparation et au maintien de groupes terroristes.

De la même manière, pour les Américains, pour la coalition, l'intérêt est de bien faire la distinction entre des groupes qui représentent l'opposition syrienne. J'ai reçu ce matin le Président de la coalition de l'opposition syrienne. Il faut bien faire la distinction entre cette opposition et des groupes qui, on le sait Al-Nosra ou ce qui a succédé à Al-Nosra, sont des groupes qui ne sont pas si différents de l'État islamique. Il doit y avoir une négociation, elle est indispensable. Enfin, il y a un certain nombre de pays qui, là encore, sont soucieux du maintien des frontières, de l'indépendance. Et ces pays-là ils se reconnaîtront doivent également peser au sein du Conseil de sécurité pour qu'une solution soit trouvée.

Enfin ce n'est pas parce qu'il y a des élections aux États-Unis dans deux mois qu'il faudrait considérer que rien ne peut se faire dans le délai de deux mois. Il y a toujours des élections. Il est vrai qu'il s'agit de l'élection du Président des États-Unis, mais il n'y a pas de temps à perdre même si cela ne peut se faire dans le cadre de cette administration et c'est d'ailleurs ce que Barack OBAMA a lui-même rappelé. Voilà pourquoi la France considère qu'elle a un rôle particulier elle parle à tous et qu'elle peut, au-delà du discours, par son propre rôle, par sa propre responsabilité, y compris par son application ce que je viens de dire sur l'Irak convaincre que dans l'intérêt de tous, y compris dans la lutte contre le terrorisme, nous avons la possibilité d'avoir un accord et ensuite un processus.

Journaliste : Ma question, Monsieur le Président, est sur l'initiative française : est-ce qu'elle est morte, est-ce qu'elle est finie, l'initiative française, sur le Moyen-Orient, en particulier sur la question de la Palestine ? Merci.

LE PRESIDENT : Elle n'est pas finie, elle commence puisqu'il y a eu une réunion au mois de juin qui s'est tenue à Paris. Jean-Marc AYRAULT en a été la puissance invitante et le président. Et nous avons défini une méthode, des groupes de travail qui, d'ailleurs on en fait l'évaluation à l'occasion de l'Assemblée générale, poursuivent leurs activités de manière à ce que nous puissions avoir, au mois de décembre, une conférence qui puisse donner ses conclusions et être saisie par les parties prenantes : avec les Israéliens, les Palestiniens, parce que ce sont eux qui doivent négocier, personne ne négociera à leur place et personne ne leur imposera une solution, ce sont à eux.

.....

Suite à cette initiative française, il y a eu d'autres initiatives qui, à un moment, se sont exprimées et nous avons dit : Mais tant mieux ! Et si cela peut aller plus vite que l'initiative française, nous ne nous sentirons pas blessés. Et s'il y a des rencontres qui peuvent se faire entre le Président de l'Autorité palestinienne et le Premier ministre NETANYAHOU, ce sera aussi une avancée. Nous ne refusons aucune autre proposition. Je sais que les pays arabes aussi ont fait des démarches, le Président égyptien, le Président russe, et également du côté des Américains, c'est très bien qu'il en soit ainsi. Mais pendant que toutes ces initiatives sont prises, la nôtre, si je puis dire, globale, continue et elle ira jusqu'à son terme.

Journaliste : Bonjour. J'ai une question sur la RDC. Ça fait plusieurs jours que le pays est secoué par des affrontements. Je voulais d'abord avoir votre sentiment sur ces violences et ensuite, savoir si vous attendez, aujourd'hui, l'annonce d'un scrutin, d'une date pour ce scrutin présidentiel très rapidement.

LE PRESIDENT : Vous avez raison, il s'est produit des violences en République démocratique du Congo qui sont inadmissibles, qui sont insupportables. Nous ne savons pas encore le nombre de morts mais ce qui est incontestable, c'est qu'il y a des victimes et qu'elles ont été provoquées par des exactions venant de l'État congolais lui-même. Un parti, un parti d'opposition, le principal, a vu son siège agressé et même flamber, brûler. Dans aucun pays on ne peut accepter de tels comportements, de tels agissements et je veux ici les dénoncer.

Je suis allé moi-même en RDC à l'occasion d'un sommet de la Francophonie. J'avais hésité à y aller mais je considérais que c'était mon devoir d'y aller parce que la France est un pays francophone et a vocation à aller partout, dans tous les sommets de la Francophonie. J'avais dit au Président KABILA que nous ne transigerions pas sur les élections, leur date et le processus constitutionnel. Après avoir dénoncé ces violences, ces exactions, la Constitution doit être respectée, des élections doivent se tenir. Ensuite, nous verrons avec le contrôle international ce qu'il sera possible de faire.